Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

49 | 2014

1814-1815. Expériences de la discontinuité

Les sorties de la « Terreur blanche » dans le Midi

The end of the White Terror in Southern France

Das Ende des Weißen Terrors in Südfankreich

Pierre Triomphe

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4745>

DOI : 10.4000/rh19.4745

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2014

Pagination : 51-63

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Pierre Triomphe, « Les sorties de la « Terreur blanche » dans le Midi », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 49 | 2014, mis en ligne le 01 décembre 2014, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4745> ; DOI : 10.4000/rh19.4745

Tous droits réservés

PIERRE TRIOMPHE

Les sorties de la « Terreur blanche » dans le Midi

Dans le Midi¹, la Terreur blanche est le dernier acte d'une guerre civile, latente ou ouverte, entamée dès le printemps, lors du retour de l'île d'Elbe. La région a en effet tenté de résister au rétablissement de l'Empire. Des milliers de volontaires royaux ou miquelets ont pris les armes et mené une courte campagne, sous l'autorité du duc d'Angoulême, avant de devoir capituler au début du mois d'avril. La situation reste tendue tout au long des Cent-Jours, avant qu'une nouvelle explosion royaliste n'éclate à la nouvelle de la défaite de Waterloo. La seconde Restauration s'opère à la suite de nombreux affrontements armés, et marque le début d'une période de chaos. Tout au long de cette période, les violences individuelles ou collectives contre les biens et les personnes, les assassinats, les batailles rangées même se succèdent. Des explications politiques sont avancées pour justifier ces comportements, même si les motivations privées, appât du lucre ou désirs de vengeance, jouent un rôle certain. Deux camps dont les limites ne se sont fixées que tardivement s'affrontent. Si l'on se fie aux dires des contemporains de toutes tendances, les royalistes apparaissent majoritaires dans l'ensemble du Midi, même si à l'échelle locale, c'est loin d'être systématique; face à eux, les « patriotes » forment des minorités notables dans les principales villes du Midi, et disposent d'une série de bastions, notamment dans les terres réformées.

Chacun de ces camps se revendique d'une légitimité différente – la tradition et la volonté divine pour ceux qui se réclament de la Légitimité proprement dite, la souveraineté nationale et le charisme du chef pour les bonapartistes –, d'une symbolique différente – le drapeau blanc face à la cocarde tricolore –, d'une vision différente du passé et de postures idéologiques différentes. La mouvance (ultra)royaliste s'avère nostalgique d'un « temps de l'avant », dont elle souhaite ressusciter certains aspects, mais se divise profondément sur les éléments précis qu'il s'agit de rappeler à la vie.

1. Le terme désigne ici l'ensemble des départements correspondant aux actuelles régions du Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Aquitaine, ainsi que les Bouches-du-Rhône, le Var et le Vaucluse. Tous ces espaces ont été placés sous l'autorité du duc d'Angoulême au cours de l'année 1815.

De leur côté, les patriotes partagent une vision progressiste de l'histoire et se réclament de l'héritage social et intellectuel de la Révolution, mais les divergences entre libéraux se glorifiant de 1789, jacobins se réclamant de l'œuvre de la Convention, ou bonapartistes attachés à un ordre autoritaire sont béantes². La cohésion de chacun de ces deux pôles tient ainsi davantage à l'identification d'un ennemi commun, et à la critique de son idéologie qu'on déforme ou caricature, qu'à un consensus sur le souhaitable.

La situation méridionale est étroitement tributaire d'un contexte national bien connu³. Trois changements de régime se succèdent d'avril 1814 à juillet 1815, et les deux derniers qui encadrent les Cent-Jours ont été les catalyseurs d'une radicalisation politique. Par la suite, l'affermissement de la seconde Restauration est lent et difficile. C'est à la façon dont il s'opère dans la France méridionale que nous allons consacrer notre attention ici. La reconnaissance de Louis XVIII s'opère dans le Midi au milieu du chaos, toutes les structures administratives officielles ont quasiment disparu. L'administration préfectorale et la justice sont totalement paralysées alors que les magistrats sont en fuite ou restent terrés chez eux. Les forces de l'ordre se sont évaporées, à commencer par les troupes de ligne, contraintes d'évacuer de nombreuses régions en proie à la fureur royaliste, comme à Marseille ou à Nîmes. Ailleurs, elles sont cantonnées dans leurs quartiers, et affectées par une désertion de grande ampleur. Le désordre administratif est accentué jusqu'à la mi-août par l'existence d'un centre de pouvoir alternatif, le gouvernement du duc d'Angoulême qui pousse partout à la rigueur contre les révolutionnaires. Il contrarie souvent et s'oppose ouvertement en quelques occasions aux instructions et aux nominations venues de Paris⁴. Cette forme de chaos rend erratique la circulation des courriers et des instructions officielles et donne une certaine forme d'autonomie aux responsables locaux comme aux simples particuliers. L'incertitude est de règle dans tous les camps, l'avenir apparaît imprévisible, ce qui alimente inquiétudes et rumeurs de toutes sortes. Les protagonistes doivent donc se projeter dans une temporalité incertaine, à laquelle ils tentent souvent de donner du sens par des analogies avec diverses périodes du passé. Ils inscrivent prioritairement leurs actions dans le temps court de l'urgence.

La sortie de crise dans cet espace passe par la restauration d'une forme de continuité temporelle, redonnant un sens et une direction.

2. Olivier Tort, *La droite française. Aux origines de ses divisions (1814-1830)*, Paris, Éditions du CTHS, 2013; Louis Girard, *Les libéraux français 1814-1875*, Paris, Aubier, 1985.

3. Outre divers ouvrages spécifiques, les histoires générales de l'Empire et de la Restauration consacrent une large place à cette période. Parmi les ouvrages récents, Natalie Petiteau, *Les Français et l'Empire*, Paris, Boutique de l'Histoire, 2008; Emmanuel de Waresquiel, *Les Cent-Jours ou la tentation de l'impossible*, Paris, Fayard, 2008; Aurélien Lignereux, *L'Empire des Français, 1799-1815*, Paris, Le Seuil, 2012.

4. Avec le soutien d'élites royalistes nostalgiques des anciennes libertés provinciales, cf. Rudolf von Thadden, *La centralisation contestée. L'administration napoléonienne, enjeu politique de la Restauration (1814-1830)*, Arles, Actes Sud, 1989.

C'est cette sortie de crise et son inscription sociale et temporelle que souhaite éclairer cette étude. L'échelle du département voire de la localité, dans cette perspective, est fondamentale, même si elle ne peut se lire qu'en tenant compte des événements nationaux. Il s'agit cependant ici non d'étudier les détails de la résolution de la crise dans tel ou tel département⁵, mais de proposer une forme de modèle applicable à la majeure partie du Midi. La fin des excès résulte d'une négociation informelle entre les différents acteurs impliqués dans les violences. Redonnant une lisibilité au temps et rendant l'avenir prévisible, au moins à court et moyen terme, ce compromis fragile sanctionne l'arrêt des violences extra-légales et accorde une place privilégiée aux élites (ultra)royalistes.

*

ACTEURS

Réfléchir à la sortie de crise dans le Midi, c'est d'abord s'interroger sur les différents acteurs de la crise, afin de mieux percevoir leurs craintes et leurs attentes.

Les acteurs politiques : royalistes et patriotes

La crise étant avant tout politique, c'est naturellement les différents acteurs politiques locaux qu'il s'agit d'appréhender en premier. Du fait de la législation très restrictive du droit d'association, patriotes comme royalistes se structurent en général de façon clandestine, si l'on excepte le bref moment où les patriotes ont pu se regrouper au sein de fédérations. De ce fait, nous n'avons que des témoignages fragmentaires, pas toujours fiables, sur ces associations. Elles semblent plus développées parmi les royalistes, avec notamment les célèbres chevaliers de la Foi⁶. Ces associations doublent parfois des formes de sociabilité légale et dont les membres se rencontrent au grand jour. On songe aux salons et à de multiples associations *a priori* apolitiques, qui dans certains endroits deviennent des lieux de rencontre partisans, à l'instar de certaines loges maçonniques ou associations littéraires comme l'Académie des Jeux floraux de Toulouse. Divers lieux de sociabilité sont également ouverts aux classes populaires, comme les cafés ou les confréries religieuses, et servent de relai entre les différentes catégories sociales. Enfin, des organisations officielles comme les gardes nationales, deviennent au printemps et à l'été 1815, dans certaines villes au moins, de véritables milices partisans. Du

5. Pour le cas du Gard, nous renvoyons à notre article, « Des difficultés de sortir d'une crise politico-confessionnelle : le Gard après la Terreur blanche de l'été 1815 », in Jérôme Grévy [dir.] *Sortir de crise*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 57-70.

6. Guillaume Bertier de Sauvigny, *Le comte Ferdinand de Bertier (1782-1864) et l'énigme de la Congrégation*, Paris, Presses Continentales, 1948 ; Pierre Triomphe, « S'insurger ou convaincre. La contribution des sociétés secrètes royalistes à la politisation du Midi de la France (1799-1832) », *Parlement[s]. Revue d'histoire politique*, 2011, n° 7, p. 17-28.

fait de la très forte répression qui sévit contre les « patriotes » à partir de l'été 1815, la plupart de leurs lieux de sociabilité disparaissent, définitivement ou temporairement, alors que ceux des royalistes prolifèrent. Côté patriote, il n'existe dès lors plus que quelques associations clandestines, alors que les associations royalistes ont au contraire tendance à vouloir sortir de la clandestinité, ou du moins se doter d'une façade légale, en obtenant leur agrément en tant que cercle de lecture, par exemple. Elles ne peuvent cependant pas en tant que telles négocier un compromis. Notons cependant que ces regroupements, à défaut de pouvoir directement s'exprimer, peuvent par leur attitude repousser ou donner ses chances à une issue politique.

Dans l'un et l'autre camps, le sentiment dominant est la peur de l'autre. Peur de l'abus qu'il fait de sa position dominante, lorsqu'on est dans le camp – temporairement – vaincu, crainte d'une éventuelle réaction adverse lorsqu'on est en position de force, et précaution visant à empêcher un éventuel retour de manivelle. Cette peur est largement liée à l'imprévisibilité de l'avenir, ainsi que l'observe le préfet du Gard d'Arbaud-Jouques. Selon lui, la classe « crédule » des hommes du peuple éprouve « des terreurs sur son avenir à elle-même⁷ ». Cela les incite parfois à se tourner vers l'histoire sainte ou les écrits prophétiques. Dès la fin des Cent-Jours, au Vigan, des paysans tentent de s'informer auprès des royalistes comme des patriotes ; ils « se glissaient dans l'une et l'autre société, et se revêtant successivement du masque convenable, ils apprenaient le pour et le contre, et s'en retournaient chez eux la tête plus embrouillée que jamais, heureux de trouver à leur arrivée la Bible ou Nostradamus, et d'y rencontrer quelque verset, quelque centurie, qu'ils pussent adapter au temps présent⁸. » Ces inquiétudes persistent près d'une année plus tard, ainsi que le note le préfet de Vaucluse après une tournée dans la partie montagneuse du département où des « insinuations avaient affaibli la confiance dans la solidité du gouvernement légitime ; j'ai eu peu de peine à dissiper ces craintes, et j'ai lieu de croire qu'elles ne se renouvelleront pas »⁹.

Ces craintes sur l'avenir s'appuient sur les représentations d'un passé proche tissé de souffrances, épisode tragique de l'éternel combat du Bien et du Mal. Une chanson provençale appelle ainsi à jurer « une haine éternelle, [...] un mépris éternel à ces rebelles [...] vils enfants des ténèbres »¹⁰. Les royalistes méridionaux, à quelque classe sociale qu'ils appartiennent, ont le sentiment aigu d'avoir été victimes d'oppressions et d'exactions lors de l'ensemble de la période révolutionnaire et impériale, et surtout lors des Cent-Jours, appréhendés en fonction d'une lecture cyclique du temps¹¹. Ceux-ci

7. Adresse du 20 août 1815, Arch. nat., F⁷ 9657.

8. Alexandre Arman, *Dissensions et persécutions dans l'arrondissement du Vigan*, Paris, L'Huillier, 1818, p. 37.

9. Préfet Saint-Chamans, le 31 juillet 1816, Arch. nat., F⁷ 9709.

10. S. G., de Cavaillon, « Chanson des amis du roi », Bibliothèque Calvet, Avignon, Ms. 3105.

11. Pierre Triomphe, « Des bruits qui courent aux mots qui tuent. Rumeurs et violences dans le

ont en effet été perçus comme une résurgence de la période jacobine, un nouveau 1793, mais aussi comme une réitération des premiers temps du christianisme. Dans un ouvrage au titre significatif, Lafont de Montferrier évoque ainsi dans des images fortement inspirées de la Bible des volontaires « dépouillés de tout jusqu'à la chemise, ensanglantés et meurtris de coups, [...] poussant des cris plaintifs, comme des agneaux infortunés » ou un royaliste « M. Baron, magistrat respectable, ami de Dieu, ami des Bourbons, ami de toutes les vertus ; indignement traîné dans les prisons, avalant jusqu'à la lie, le calice des outrages¹² ».

Leurs craintes d'un nouveau soulèvement bonapartiste restent vives tout au long de l'été et même de l'automne, alors que fleurissent les rumeurs relatives à une « Vendée patriotique », à laquelle les autorités accordent une certaine consistance. Le préfet du Gard évoque ainsi le « vaste complot qui allait faire du Nord du département une Vendée prétendue patriotique dont les chefs des révoltés ont osé menacer le Roi et la France »¹³. Afin de se défendre, mais aussi de se venger du passé, les royalistes comptent avant tout sur leurs propres forces. Alors que l'avenir apparaît incertain sur le plan national au début de l'été, ils décident d'agir de façon autonome. Dès la nouvelle de la défaite de Waterloo, parfois sous l'impulsion de commissaires extraordinaires nommés par le duc d'Angoulême, ils organisent un soulèvement contre le régime impérial, et réussissent à prendre le contrôle de l'ensemble du Midi dès la mi-juillet. Des notables, souvent issus de la noblesse catholique et s'étant parfois déjà signalés par leurs activités contre-révolutionnaires à l'époque de la Révolution française¹⁴, occupent désormais à titre provisoire les fonctions de responsabilité dans le département – les fonctionnaires civils et militaires nommés sous les Cent-Jours ont tous été révoqués¹⁵.

Les patriotes n'ont eu de cesse depuis les débuts de la première Restauration, et surtout durant les Cent-Jours, de compter sur le soutien de l'appareil d'État, et notamment de troupes de ligne souvent bonapartistes. Faute de pouvoir compter sur cet appui à partir de la mi-juillet, ils sont en position d'extrême faiblesse, et leur objectif essentiel à partir de cette date consiste à faire cesser un état de violence qui leur est extrêmement dommageable. Leur vision ne va guère au-delà, alors que la brutalité des événements semble briser la linéarité progressiste du temps et mettre fin à tout espoir, au moins à court et moyen termes. Un pasteur gardois aurait ainsi déploré à la fin du mois d'août : « Tout est perdu, nous aurons les Bourbons peut-être pour dix ans, peut-être pour vingt ans, peut-être pour toujours »¹⁶. Quelques mois

Gard en 1815 », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 2008/1, p. 59-73.

12. Jean-Joseph-Mamertin Lafont de Montferrier, *Le royalisme comme il doit être, ou le martyre et le triomphe des St-Gillois*, Nîmes, Gaude fils, 1816, p. 81 et 94.

13. Préfet d'Arbaud-Jouques, le 27 août 1815, Arch. dép. Gard, 1M 109.

14. Gwynne Lewis, 'The White Terror of 1815 in the Department of the Gard: Counter-Revolution, Continuity and the Individual', *Past and Present*, 73, n° 58, p. 108-135.

15. Arrêté du 3 juillet 1815, Arch. nat., F⁷ 9050.

16. Rapport du 19 novembre 1816 sur le pasteur Brugnier, Arch. dép. Gard, 1M 17.

plus tard, un autre protestant gardois se félicite d'être en vie de même que ses proches, en rend grâce à Dieu, puis ajoute : « Nous serons aussi heureux qu'on peut l'être, quand on n'a que des sujets tristes autour de soi, quand on n'entend parler que de la même chose, quand on ne voit dans l'avenir qu'à travers un sombre et épais nuage »¹⁷.

Élites et classes populaires

Même si l'opposition radicale entre élites et classes populaires a des dimensions caricaturales¹⁸, elle éclaire les différends internes à chaque camp. Élites patriotes et même royalistes acceptent globalement l'ordre politique et social issu de la Révolution, même si, de façon distincte, les uns comme les autres souhaiteraient y apporter quelques aménagements. Mais elles se livrent, en revanche, à une féroce concurrence pour l'occupation des places au sein de l'administration. Le détournement partisan de l'appareil d'État apparaît alors comme un moyen – on l'utilise pour mieux faire avancer ses intérêts personnels – et comme une fin, aussi bien pour ses propres ambitions, que pour la sécurisation politique de l'Empire sous les Cent-Jours, et de la Restauration à partir de l'été 1815.

Des deux côtés, les classes populaires contestent fortement l'ordre social établi. Les Cent-Jours marquent le retour d'un jacobinisme épris d'égalité sociale. Une manifestation organisée à La Réole en est un exemple d'autant plus intéressant, que son caractère politique est ambigu, au contraire de sa dimension de contestation sociale. Dans cette localité, « soixante ouvriers, précédés d'un violon et d'une clarinette, parcoururent la ville en tumulte : l'air *ça ira* et les cris de *vive le Roi!* mêlés à ceux de *vive l'empereur!* Des stations devant la porte des principaux fonctionnaires, du curé et de plus notables habitants, de grossières injures et vociférations d'ivrognes, qui se prolongèrent jusqu'à une heure après minuit, firent succéder au sommeil la plus affreuse consternation et tout l'effroi que ce prélude de plus grands désordres étoit de nature à inspirer »¹⁹. De fait, les royalistes ne sont pas en reste, et derrière l'hostilité aux notables patriotes (notamment aux marchands-fabricants protestants nîmois), transparait souvent une haine de classe et le refus d'une modernité économique perçue comme menaçante. Un discours largement répandu à l'été 1815, impossible à corroborer statistiquement, veut que de nombreux royalistes soient d'anciens sans-culottes de 1793, à l'ins-

17. Lettre de Gustave Fornier de Clausonne, le 31 octobre 1815, Arch. dép. Gard, 73J 133.

18. Dans les lignes qui suivent, les élites désignent la noblesse, d'Ancien régime ou d'Empire, le clergé, ainsi que la bourgeoisie, c'est-à-dire globalement les milieux qui possèdent une culture minimale – ils sont tous lettrés à quelques rares exceptions près – et ne vivent pas du travail manuel, les classes populaires se composent des artisans, des multiples ouvriers urbains comme les portefaix, les travailleurs textiles, mais aussi la grande majorité des paysans, et notamment les « travailleurs de terre », nombreux dans les villes comme dans les campagnes, c'est-à-dire les employés agricoles, annuels ou saisonniers, ainsi que de nombreux métayers.

19. Procureur de La Réole, le 8 mai 1815, Arch. dép. Gironde, 1M 338. Certains témoins disent qu'on a crié « Vive le roi de Rome », ce qui résoudrait cette contradiction apparente.

tar de « Robert Bayaud, jacobin effréné de 1793, qui, sous la couleur royale aujourd'hui observant le même système de terreur et de réaction dont il usa autrefois pour faire contribuer les nobles, les riches et les prêtres, ambitionne d'arriver par les mêmes moyens à s'enrichir aux dépens d'autrui »²⁰. De telles affirmations soulignent les points communs entre les attentes des classes populaires des deux camps, masqués par la haine qu'ils se portent mutuellement. Il y a en tout cas une très grande homogénéité sociologique entre classes défavorisées de l'un et l'autre camp : elles sont urbaines plus que rurales, se composent d'ouvriers agricoles ou travailleurs de terre, nombreux y compris dans les villes, de « ramasseurs de pommes »²¹ ou d'ouvriers urbains.

La guerre civile est aussi pour les classes populaires des deux camps un moment de revanche sociale. Celle-ci est parfois simplement symbolique, accaparement de l'espace public, humiliation des élites du camp adverse, mais sa dimension économique ne doit pas être négligée, alors que les classes populaires sont durement affectées depuis le début des années 1810 par la crise économique, et que le chômage est élevé dans différentes villes du Midi. Les garnisaires envoyés pour contraindre les réfractaires à rejoindre leur poste sous les Cent-Jours, l'inclusion dans des gardes nationales ou des corps armés plus ou moins légaux, mais soldés, sont l'occasion d'obtenir de substantielles indemnités financières légales, sans parler des pillages et rapines diverses. Déjà notables sous les Cent-Jours où elles sont le fait des patriotes, ces pratiques sont reprises à une échelle bien plus importante encore par les royalistes à partir du mois de juillet. La ville de Nîmes fournit un bon exemple de cette situation. Après le retour de l'île d'Elbe se forment des compagnies de gardes nationales dites à collets jaunes, formées essentiellement de prolétaires protestants, célèbres pour leurs excès en tout genre. Lors des débuts de la seconde Restauration, la garde nationale devient un repaire de royalistes exaltés, souvent issus des milieux populaires, à l'instar du travailleur de terre Jacques Dupont, plus connu sous son surnom de Trestaillon. Il réussit même à avoir rang de capitaine, grade toléré par les autorités même si elles ne le reconnaissent pas officiellement²². Les classes populaires poursuivent donc leurs propres finalités tout au long de la crise, et leur marge de manœuvre est d'autant plus grande que les élites de leur propre camp les ménagent, par peur du camp adverse.

20. Rapport s.d., Arch. dép. Haute-Garonne, 4M 36.

21. Alexandre Arman, *op. cit.*, p. 61. L'auteur, catholique et poursuivi pour bonapartisme de 1815 à 1817, affirme que les royalistes de 1815 sont souvent d'anciens jacobins de 1793.

22. P.-L. Baragnon, *Abrégé de l'histoire de Nîmes de Ménard; continué jusqu'à nos jours*, Nîmes, Gaude, 1840, tome 4, p. 264-65 ; dossier Trestaillon, Arch. dép. Gard, 1M522.

L'ÉTAT

L'État est un acteur décisif de la sortie de crise. Il s'agit bien évidemment de l'État royal, l'administration bonapartiste ayant disparu entre la fin juin et la mi-juillet. Encore faut-il tenir compte de la dualité des centres de pouvoir. Tout d'abord : de la fin juin au 12 août 1815, le gouvernement de Louis XVIII installé à Paris doit faire face à l'administration dirigée par le duc d'Angoulême installée à Toulouse. Celle-ci s'efface après le rappel du prince à Paris, mais nombre de fonctionnaires installés restent en place, à l'instar du maire de Toulouse, Joseph de Villèle, et des structures des gardes nationales. Leur commandement est centralisé à Paris, sous l'autorité du comte d'Artois, et le pavillon de Marsan continue d'être un centre de pouvoir officieux, auquel obtempèrent un certain nombre d'agents locaux. Cette dualité renforce l'autonomie des agents locaux de l'État, administration préfectorale, forces de l'ordre, etc. Profondément renouvelé par l'épuration de 1815, le nouveau personnel étatique, parfois inexpérimenté, est souvent livré à lui-même du fait de l'urgence des problèmes auxquels il est confronté et de la lenteur des communications. Dès lors, le retour à l'ordre, objectif essentiel du pouvoir central, passe tout autant par le renforcement de son autorité sur ses agents locaux que par la mise sous tutelle de la « société civile ».

Arrêter la violence : le compromis entre l'État et les classes populaires

La position des différents acteurs ainsi définie, il reste à voir comment ils ont pu négocier entre eux, au sens figuré du terme. Le compromis s'instaure entre les royalistes et l'État, les patriotes n'obtiennent guère pour leur part que la fin des exactions arbitraires. Il concerne notamment les classes populaires, principales actrices des violences commises au cours de l'été 1815. L'arrêt des violences est en effet un objectif essentiel de l'État. Les classes populaires royalistes ont une position variable sur le sujet. Certaines sont directement ou indirectement les bénéficiaires de ces exactions. D'autres aspirent à la tranquillité, et demandent avant tout à être rassurées sur l'avenir.

La progressive réapparition de forces de l'ordre disciplinées est un élément essentiel du retour au calme. Ce sont souvent, à l'origine, des troupes étrangères. Dès le début juillet, des Anglais débarquent ainsi dans les Bouches-du-Rhône. Par la suite, les Autrichiens occupent une partie de la Provence, et même temporairement le Gard. Ces militaires en imposent aux agitateurs royalistes. Leur présence favorise par ailleurs l'organisation de forces de l'ordre plus régulières, avec la constitution des légions départementales et la réorganisation complète des gardes nationales. Les royalistes y sont incorporés en nombre à tous les échelons. Chargé du recrutement de la nouvelle légion de l'Aude, le marquis d'Hautpoul y fait entrer de nombreux volontaires royaux

du Gard et de l'Hérault²³. Ces royalistes ont une attitude ambivalente. Par certains côtés, ils veulent transformer ces nouvelles structures en instrument privilégié de domination, mais par ailleurs, ils espèrent pérenniser la place qu'ils y occupent, ce qui passe par un fonctionnement plus équilibré, plus discipliné de ces mêmes institutions. Cette ambivalence apparaît notamment lorsque de nouvelles unités se forment, intégrant une partie des corps francs royalistes antérieurs. C'est la source de très vives tensions au sein des milieux royalistes eux-mêmes, dont l'assassinat du général Ramel à Toulouse est l'une des répercussions. La création des légions départementales permet à la fin de l'année cette intégration, alors que les gardes nationales se disciplinent quelque peu en éliminant de leur sein les membres les plus indisciplinés, ainsi à Nîmes après « l'assassinat » – il faudrait plutôt dire la tentative de meurtre – du général Lagarde le 12 novembre²⁴. Ces nouvelles forces de l'ordre commencent à sévir contre les agitateurs royalistes, ainsi Trestaillon est-il arrêté à l'occasion d'une nouvelle flambée de violences le 16 octobre, journée marquée par les cérémonies commémorant l'exécution de Marie-Antoinette²⁵. La répression frappe aussi les autorités administratives trop complaisantes avec l'agitation royaliste; ainsi, la ville de Tarascon perd au profit d'Arles sa sous-préfecture après que les autorités municipales et judiciaires ont cédé à une émeute²⁶.

L'annonce de poursuites contre les patriotes, auxquels les royalistes attribuent de multiples excès lors des Cent-Jours, est l'une des contreparties offertes aux classes populaires en échange de leur acceptation du retour au calme. À côté du bâton militaire figure donc la carotte judiciaire. Les autorités instruisent avec vigueur des poursuites contre les patriotes soupçonnés d'exactions contre les volontaires royalistes des Cent-Jours. Elles débouchent par exemple sur la condamnation à mort de huit individus accusés de meurtres à Arpaillargues²⁷. La loi de sûreté générale est appliquée avec rigueur, de même que la recherche des emblèmes séditieux²⁸. Cette sévérité

23. Alphonse d'Hautpoul, *Mémoires du général marquis Alphonse d'Hautpoul, pair de France*, Paris, Perrin, 1906, p. 110-120.

24. Le 12 novembre 1815, le général intervient à la tête des troupes de ligne pour disperser une émeute royaliste qui s'oppose à la réouverture d'un temple protestant à Nîmes. Un sergent de la garde nationale, Boissin, lui tire dessus à bout portant et le blesse grièvement. Le gouvernement réagit en procédant à une occupation militaire de la ville, qui y marque la fin des troubles.

25. Le zèle expiatoire du clergé lors de ces cérémonies n'a pu qu'aviver les tensions, même si nous n'en avons aucune trace dans le cas précis. Dans les témoignages contemporains évoquant ces événements, il n'est par ailleurs nulle part établi de lien explicite entre la commémoration de la mort de la reine et les violences survenues au cours de la nuit suivante. Sur ces cérémonies commémoratives, cf. Emmanuel Fureix, *La France des larmes. Deuils politiques à l'âge romantique (1814-1840)*, Seyssel, Champ Vallon, 2009, p. 151-208.

26. *La ville de Tarascon au Roi*, Paris, Michaud, 1816; *Mémoire pour la conservation définitive du Tribunal et de la Sous-Préfecture du troisième arrondissement du Département des Bouches-du-Rhône*, slnd.

27. *Exposé des crimes et attentats commis par les assassins de la commune d'Arpaillargues, dans la journée du 11 avril 1815, contre les volontaires-royaux composant l'Armée de SAR Mgr le duc d'Angoulême; Avec l'arrêt rendu contre eux par la Cour d'Assises du Gard*, Avignon, Seguin aîné, 1816.

28. Gwynne Lewis, « La Terreur blanche et l'application de la loi Decazes dans le département du Gard (1815-1817) », *Annales historiques de la Révolution française*, 1964, p. 174-193.

se veut tout à la fois punitive et préventive. Elle doit conjurer les menaces qui pèsent sur l'avenir, permettre le retour à un temps normal, ainsi que l'exprime un pamphlet publié en Avignon appelant à la poursuite des «grands coupables» : «On a dit longtemps en France, et on a eu raison de le dire, que la queue de Robespierre n'était pas morte : on peut ajouter que celle de Buonaparte est bien plus longue encore ; il faut donc les couper toutes les deux entièrement, pour que le venin qu'elles exhalent ne viennent plus empoisonner la France»²⁹.

En revanche, les rares poursuites engagées par la justice contre les royalistes n'ont aucune suite. La plupart du temps, la cour de Nîmes, dont les seuls membres restés en fonction sont proches des royalistes, abandonne les poursuites dès l'instruction. Les rares cas qui débouchent sur des procès en assises se terminent par des acquittements triomphaux. Quant à Trestailon et Quatre-taillons, l'instruction de leur affaire a beau être dépaycée, elle ne débouche sur rien, faute du moindre témoignage à charge³⁰.

Outre cette amnistie de fait, les classes populaires bénéficient également, de façon plus accidentelle, d'une amélioration de leur situation économique. Importants producteurs de céréales, les départements agricoles du Sud-ouest profitent de la montée des prix, favorisée par les troubles et l'occupation d'une partie de la France. Ce phénomène aurait dû pénaliser les départements du sud-est, globalement déficitaire en céréales. Mais dans ces régions, d'autres facteurs favorisent la reprise. Au mois de décembre, le préfet du Gard se félicite ainsi de l'amélioration de la situation des classes populaires depuis les débuts de l'automne, grâce aux bonnes récoltes agricoles qui se sont succédées, notamment celle des olives, et à la progression de l'emploi des manufactures, des métiers et des ateliers³¹. Cette décrue du chômage s'observe dans la plupart des grandes villes à l'automne, favorisée aussi bien par les travaux saisonniers agricoles, que par une reprise industrielle.

Le compromis entre l'État et les élites royalistes

L'accord tacite passé entre les autorités et les élites royalistes repose sur la confiance croissante en la stabilisation de la Restauration, gage de sa pérennité. Du côté des élites traditionnelles, on interprète souvent cette consolidation comme le rétablissement d'un régime monarchique éternel, car voulu par Dieu, et une forme de retour à un ordre du temps immuable, dans lequel peuvent se déployer des stratégies individuelles ou collectives fondées sur le moyen voire le long terme.

Le compromis avec les classes populaires n'a pu s'opérer que parce que les élites royalistes l'ont soutenu. Pour leur part, elles entrent en possession

29. Jean-Jacques Émeric, *La vérité ou le cri des royalistes français, adressé à Messieurs les députés des départements*, Avignon, Pierre Chaillot, 1815, p. 17.

30. Pierre Triomphe, «La justice de la Restauration face à la Terreur blanche gardoise (1815-1820)», *Cahiers de la Nouvelle société des études sur la Restauration*, 2008, n° 5, p. 57-80.

31. Préfet d'Arbaud-Jouques, le 13 décembre 1815, Arch. nat., F⁷ 3823.

de nombreuses places administratives, qu'elles convoitaient de longue date. Elles les ont souvent obtenues de façon provisoire, du temps de l'éphémère gouvernement du Midi, à l'instar de Joseph de Villèle à Toulouse ou du marquis de Vallongue à Nîmes, nommés maires dans la seconde quinzaine de juillet. Le principal souci des bénéficiaires est désormais de pérenniser ces nominations. À l'instar de ces deux exemples, le gouvernement parisien en entérine une bonne partie, ou se contente de déplacer certains fonctionnaires d'une région à l'autre, tel Etienne de Damas-Crux, nommé par Angoulême à la tête de la division militaire de Bordeaux, avant que Louis XVIII ne lui confie le commandement de la Corse. Il faut noter que cette quête des places s'inscrit tout naturellement dans le cadre administratif laissé par la Révolution française, et repris depuis par la Restauration. Si les royalistes ont parfois la nostalgie du « temps de l'avant » et de ses institutions provinciales ou judiciaires, leur stratégie d'occupation des places témoigne de leur confiance dans la pérennisation de l'héritage administratif de la Révolution, du sentiment que, dans ce domaine du moins, la marche en avant du temps est inéluctable.

Les élites en ont également profité pour accaparer les seules fonctions électives : au moins 63 des 71 députés des vingt départements du Midi compris dans le gouvernement du duc d'Angoulême sont des royalistes notoires, ce qui ne préjuge pas de leurs votes à la Chambre introuvable³². L'agitation des classes populaires royalistes a parfois favorisé leur élection. Ainsi, à Toulouse, où le président du collège électoral Malaret, maire durant les Cent-Jours, a été contraint de prendre la fuite, pour être remplacé par un royaliste plus affirmé.

Même s'il est difficile d'établir leurs responsabilités dans les désordres antérieurs, à partir de l'automne les élites royalistes repues se mettent désormais à souhaiter ardemment un retour à l'ordre, et à reprendre le contrôle de classes populaires dont les excès les inquiètent également. Elles s'efforcent dès lors d'exercer une forme de patronage sur leurs turbulents auxiliaires populaires. Les gardes nationales s'avèrent un instrument essentiel à cette fin. Le cas du Gard est emblématique. Soumettant les riches habitants qui en sont exclus, c'est-à-dire les patriotes protestants, à une imposition extraordinaire, les élites royalistes utilisent une partie de ces sommes pour payer les services des prolétaires qui y sont intégrés, et même pour financer un bureau de bienfaisance destiné aux membres de la garde nationale nécessiteux³³. D'une façon générale, ces élites sont aussi les principales responsables de la mansuétude des tribunaux envers les agitateurs royalistes, notamment car elles noyautent les jurys de la plupart des départements du Midi. Elles n'hésitent d'ailleurs pas dans certains cas à s'opposer à la volonté gouvernementale, d'où

32. Seuls 8 d'entre eux ne se sont pas distingués, du moins à notre connaissance, par l'adhésion à des sociétés royalistes clandestines en 1814 ou 1815, ou par un zèle signalé en faveur des Bourbons sous la première Restauration ou lors des premières semaines de la seconde.

33. « Note confidentielle sur les dépenses de la garde nationale du Gard et sur la marche à suivre pour dissoudre ce corps », 1818, Arch. nat., F⁷ 9051.

de fortes tensions qui apparaissent lors de diverses procédures judiciaires, ainsi les procédures restées sans suite contre Trestaillon ou Quatre-Taillons dans le Gard, ou lors des verdicts acquittant le meurtrier du général Lagarde ou condamnant à de simples peines de prison les assassins du général Ramel en 1817³⁴.

*

Au total, aux yeux des royalistes locaux, la crise est donc achevée, et ils se satisfont dans l'ensemble d'un retour à l'ordre qui leur permet de retrouver une suprématie sociale qui par bien des côtés renoue, sous des formes parfois différentes, avec l'héritage de l'ancien régime, et semble manifester l'immuabilité d'un ordre social organique, théorisé par exemple par le vicomte de Bonald. Le temps semble avoir retrouvé sa marche normale, lente et respectant les hiérarchies sociales. La crise de 1815 a semblé remettre en cause cette linéarité, mais au final elle a conforté leur position et a par certains côtés permis de surmonter la coupure avec l'Ancien Régime. Elle a notamment renforcé le rôle des anciennes élites issues de la noblesse et du clergé. Celles-ci ont été les principales bénéficiaires du partage du pouvoir avec l'appareil d'État dans le département, où leurs multiples réseaux constituent un centre de pouvoir parallèle. La position de l'État est plus ambiguë. Si le ministre de l'intérieur, Vaublanc, un ultra, approuve le compromis à la fois pour des raisons politiques, mais aussi en raison de ses tendances décentralisatrices, d'autres, à commencer par le ministre de la Police, Decazes, considèrent qu'une bonne partie du Midi continue de connaître un état d'exception. C'est naturellement également le cas des patriotes protestants, qui font part de leurs doléances aux autorités parisiennes, notamment par le canal de deux coreligionnaires bien introduits dans les sphères gouvernementales, Chabaud-Latour et Guizot³⁵. Ils dénoncent la substitution de la violence brute par une forme d'oppression sophistiquée et aspirent souvent à la vengeance, à plus ou moins long terme. Un protestant gardois écrit ainsi en mai 1816 au président du consistoire qu'il frémit tout autant de l'oppression dont sont victimes ses coreligionnaires que de l'idée de la réaction « terrible » qui suivrait si les protestants reprenaient le dessus³⁶. La crise du temps engendrée

34. « Note sur les crimes et délits politiques commis dans le midi et particulièrement dans le département du Gard depuis le mois de juin 1815, et des poursuites auxquelles ils ont donné lieu », remise au ministre de la Justice le 27 novembre 1820, Arch. nat., BB³ 154. Boissin, auteur du coup de feu contre le général Lagarde est acquitté par la cour d'assises de Nîmes en février 1817, au grand scandale du gouvernement qui fait immédiatement casser le jugement par la cour de cassation. Son arrêt considère « comme une erreur dangereuse et subversive de tout ordre social [...] la possibilité [...] qu'un coup de pistolet tiré dans une émeute, sur un agent de la force publique, dût être justifié par les voies de fait qu'aurait employées ce même agent, pour punir une première résistance à ses ordres », *Moniteur Universel*, 15 mars 1817.

35. Sur les liens entre ces deux hommes, cf. Laurent Theis, *François Guizot*, Paris, Fayard, 2008, p. 113-114.

36. Lettre de Vincens-Saint-Laurens à Olivier-Desmont, 31 mai 1816, Arch. dép. Gard, 42JM24.

par les événements de 1815 se prolonge chez les patriotes, et secondairement chez les royalistes, par la crise d'une mémoire qui ne cesse de ressasser ce « passé qui ne passe pas ». Particulièrement intense de 1818 à 1820, cette hypermnésie se prolonge tout au long du siècle, et le partage entre « Midi blanc » et « Midi rouge » lui doit beaucoup.

*Pierre Triomphe est docteur en histoire,
membre de l'ANR ICEM*